



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 44 du 28 novembre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 28 novembre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1781
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1781
CABINET.....	1781
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1781
Arrêté N° 143/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, technologiques et miniers majeurs.....	1781
Arrêté N° 144/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	1781
Arrêté N° 145/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	1781
Arrêté N° 146/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	1782
Arrêté N° 147/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	1782
Arrêté N° 148/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs.....	1783
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1783
Bureau des usagers de la route.....	1783
Arrêté du 27 novembre 2012 portant agrément de gardien de fourrière à M. Arnaud LARBRE, gérant de la SARL Auto Service Toul.....	1783
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1784
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1784
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Moselle) du 19 novembre 2012 autorisant l'adhésion des communes d'Angevillers (57), Koenigsacker (57), Mondelange (57), Serémange-Erzange (57), Sierck-les-Bains (57), Waldwisse (57) et Zoufftgen (57) au Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville.....	1784
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle / Meuse) du 21 novembre 2012 autorisant l'adhésion de la commune de PUXIEUX au syndicat intercommunal des eaux du Soiron pour la compétence assainissement.....	1784
Bureau des procédures environnementales.....	1785
Arrêté du 19 novembre 2012 portant modification de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 de : 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage de Bienville-la-Petite par les syndicats intercommunaux des eaux d'Einvillers-au-Jard et de Sommerviller-Vitrimont ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau. 2°) d'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1785
Arrêté du 21 novembre 2012 portant transfert, au profit de l'Etablissement public foncier de Lorraine, du bénéfice de la DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE des travaux d'aménagement de la ZAC de Brabois Forestière sur le territoire de la commune de CHAVIGNY.....	1786
Arrêté complémentaire n° 2012-520 Bis du 27 novembre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la Société BARISIEN à Conflans-en-Jarnisy et Labry.....	1787
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1787
Bureau de l'interministérielle.....	1787
Arrêté n° 12.BI.52 du 20 novembre 2012 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale.....	1787
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1788
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1788
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1788
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0111 du 23 novembre 2012 portant arrêté temporaire pour la réglementation de la circulation sur la RN4, du PR 41+700 au PR 46+300 dans le sens Nancy - Strasbourg et du PR 46+000 au PR 39+500 dans le sens Strasbourg - Nancy.....	1788
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1790
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1790
Etablissements de santé.....	1790
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1241 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1790
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1242 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1790
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1243 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1791
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1244 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1792
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1245 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1793
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1246 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1794
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1247 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1794
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1248 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Jœuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1795
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1249 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1796
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1250 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1797
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1251 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1798
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1252 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1799
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1799
Service de la démocratie sanitaire.....	1799
Arrêté n° 2012-1151 du 31 octobre 2012 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	1799
Arrêté n° 2012-1154 du 7 novembre 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle.....	1803
Service de l'observation, des statistiques et analyse des données de santé.....	1805
Décision ARS N° 2012-902 du 26 novembre 2012 portant publication des listes départementales des professionnels de santé enregistrés dans le répertoire ADELI.....	1805
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1806
Service Produits de Santé et Biologie.....	1806
Arrêté N°2012-1194 du 14 novembre 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée SELARL « Laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sise 2 rue de la Commanderie -54000 NANCY - ENREGISTREE SOUS LE N° 11.....	1806

Arrêté N°2012-1195 du 14 novembre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 2 rue de la commanderie -54000 NANCY - exploité par la SELARL « LBM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » - AUTORISATION N° 54-05.....	1807
Arrêté N°2012-1196 du 14 novembre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » 89 rue de l'Hôtel de ville - FROUARD (54390) - ENREGISTREE SOUS LE N° 12.....	1808
Arrêté N°2012-1197 du 14 novembre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale exploité par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sis 2 rue de la commanderie -54000 NANCY - AUTORISATION N° 54-05.....	1809
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1811
Arrêté du 26 novembre 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	1811
TRESORERIE DE NOMENY.....	1812
Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature.....	1812
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1812
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1812
Arrêté 2012/DDT54/AFC/436 du 19 novembre 2012 fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2012.....	1812
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/428 du 19 novembre 2012 portant dissolution de l'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT.....	1813
Arrêté n° 438 du 13 novembre 2012 prononçant une application du régime forestier territoire communal de MONT-SAINT-MARTIN.....	1813
Arrêté n° 441 du 20 novembre 2012 prononçant une application du régime forestier territoire communal de PIERRE-PERCEE.....	1814
Arrêté DDT/AFC/2012/434 du 20 novembre 2012 relatif au tir du sanglier dans le département.....	1815
Arrêté n° 435 du 20 novembre 2012 fixant le barème d'indemnisation des dégâts sylvicoles causés par les espèces de grand gibier soumises à plan de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1815
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1817
Arrêté DDSC du 22 novembre 2012 portant désignation des membres du Comité Technique de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	1817
AUTRES SERVICES.....	1817
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1817
Décision du 27 novembre 2012 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à Villerupt.....	1817
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1818
AUTRES SERVICES.....	1818
CENTRE HOSPITALIER DE TOUL.....	1818
Avis de recrutement sans concours de 5 adjoints administratifs hospitalier de 2ème classe au Centre Hospitalier de Toul.....	1818

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté N° 143/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, technologiques et miniers majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
VU le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;
VU les décrets n° 200-1254 et n°200-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »;
VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;
VU l'article L174-5 du Code Minier;
VU les arrêtés préfectoraux n° 8/2006/SIDPC, n° 16/2006/SIDPC, n° 88/2006/SIDPC, n° 93/2006/SIDPC du 17 février 2006 et n° 16/2010/SIDPC du 22 mars 2010 relatifs à l'information des acquéreurs-locataires sur les communes d' AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, BELLEVILLE, MARBACHE, MILLERY et GERBÉVILLER;
VU les arrêtés préfectoraux du 06/08/2012 approuvant les plans de prévention des risques inondations des communes d' AUTREVILLE-SUR-MOSELLE, BELLEVILLE, MARBACHE et MILLERY;
VU l'arrêté préfectoral du 09/08/2012 approuvant le plan de prévention des risques inondations de la commune de GERBÉVILLER;
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe jointe à l'arrêté préfectoral du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, technologiques et miniers majeurs est modifiée et annexée au présent arrêté.

Article 2 : Une copie du présent arrêté est adressée aux maires des communes intéressées et à la chambre départementale des notaires. Le présent arrêté sera affiché dans les mairies de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département. Il est accessible sur le site Internet :

« www.meurthe-et-moselle.gouv.fr ».

Article 3 : Les services de l'Etat et les maires concernés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 144/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
VU le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;
VU les décrets n° 200-1254 et n°200-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »;
VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;
VU l'arrêté préfectoral n° 8/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune d' AUTREVILLE-SUR-MOSELLE ;
VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 approuvant le plan de prévention des risques inondation sur la commune d' AUTREVILLE-SUR-MOSELLE .
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 8/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune d' AUTREVILLE-SUR-MOSELLE.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 3 : Les services de l'Etat et le maire de la commune d' AUTREVILLE-SUR-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 145/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;

VU le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;
VU les décrets n° 200-1254 et n°200-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »;
VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;
VU l'arrêté préfectoral n° 16/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de BELLEVILLE ;
VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 approuvant le plan de prévention des risques inondation sur la commune de BELLEVILLE .
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 16/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de BELLEVILLE.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Les services de l'État et le maire de la commune de BELLEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 146/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
VU le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;
VU les décrets n° 200-1254 et n°200-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »;
VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;
VU l'arrêté préfectoral n° 88/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de MARBACHE;
VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 approuvant le plan de prévention des risques inondation sur la commune de MARBACHE.
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 88/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de MARBACHE.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Les services de l'État et le maire de la commune de MARBACHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 147/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
VU le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;
VU les décrets n° 200-1254 et n°200-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »;
VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;
VU l'arrêté préfectoral n° 93/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs–locataires sur la commune de MILLERY;
VU l'arrêté préfectoral du 6 août 2012 approuvant le plan de prévention des risques inondation sur la commune de MILLERY.
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 93/2006/SIDPC du 17 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de MILLERY.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Les services de l'État et le maire de la commune de MILLERY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 148/2012/SIDPC du 8 novembre 2012 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-5 et R 125-23 à R125-27;
VU le décret n°2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs;
VU les décrets n° 200-1254 et n°200-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté modifié du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »;
VU l'arrêté préfectoral n° 1 du 17 février 2006 relatif à la liste des communes où s'applique l'article L 125-5 du code de l'environnement;
VU l'arrêté préfectoral n° 16/2010/SIDPC du 22 mars 2010 relatif à l'information des acquéreurs-locataires sur la commune de GERBÉVILLER ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 août 2012 approuvant le plan de prévention des risques inondation sur la commune de GERBÉVILLER .
SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le dossier communal d'information joint annule et remplace le dossier annexé à l'arrêté préfectoral n° 16/2010/SIDPC du 22 mars 2010 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur la commune de GERBÉVILLER.

Article 2 : Une copie du présent arrêté et du dossier communal d'informations est adressée au maire de la commune et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Article 3 : Les services de l'État et le maire de la commune de GERBÉVILLER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des usagers de la route***Arrêté du 27 novembre 2012 portant agrément de gardien de fourrière à M. Arnaud LARBRE, gérant de la SARL Auto Service Toul**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à 13 et R 325-12 à 52 ;
VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005, relatif à la mise en fourrière et modifiant le code de la route (partie réglementaire) ;
VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, la mise en fourrière et la destruction des véhicules terrestres ;
VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2007 par lequel j'ai agréé M. Arnaud LARBRE, gérant de la SARL Auto Service Toul, en qualité de gardien de fourrière pour automobiles ;
VU l'arrêté en date du 15 avril 2011 pris suite au changement d'adresse de la SARL Auto Service Toul ;
VU le nouveau changement d'adresse de la SARL Auto Service Toul désormais située pôle industriel Toul Europe secteur A ZI Croix de Metz usine Kléber 980 avenue de l'Europe 54200 TOUL ;
VU le rapport en date du 27 septembre 2012 émis par le directeur départemental de la sécurité publique CSP de Toul ;
VU la demande de renouvellement d'agrément présentée par M. Arnaud LARBRE ;
VU l'attestation rédigée par M. Arnaud LARBRE par laquelle il s'engage à ne pas stocker les véhicules hors d'usage sur une surface supérieure à cinquante mètres carrés ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Agrément du gardien de fourrière :

M. Arnaud LARBRE, gérant de la SARL Auto Service Toul, est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située pôle industriel Toul Europe secteur A ZI Croix de Metz usine Kléber 980 avenue de l'Europe 54200 TOUL conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 : Agrément des installations de fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

Article 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Arnaud LARBRE trois mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 : Fonctionnement :

M. Arnaud LARBRE devra respecter les engagements écrits le 9 novembre 2012 dans sa demande d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 : Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Toul,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de Toul,
- M. Arnaud LARBRE.

Nancy, le 27 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Moselle) du 19 novembre 2012 autorisant l'adhésion des communes d'Angevillers (57), Koenigsmacker (57), Mondelange (57), Serémange-Erzange (57), Sierck-les-Bains (57), Waldwisse (57) et Zoufftgen (57) au Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense Est, Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de Serry ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « Syndicat intercommunal Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

VU l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 autorisant la modification du titre de l'établissement en "Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville" ;

VU les délibérations des communes d'Angevillers (15 mars 2011), Koenigsmacker (17 juin 2011), Mondelange (30 mai 2011), Serémange-Erzange (7 juillet 2011), Sierck-les-Bains (17 juin 2011), Waldwisse (12 mai 2011) et Zoufftgen (26 mai 2011) demandant leur adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU les délibérations des communes de Saint-Supplet (15 mars 2011) et de Serrouville (4 mai 2011) demandant son retrait du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;

VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 30 juin 2011 acceptant ces demandes ;

VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 10 juillet 2011 ;

VU les délibérations des communes membres du syndicat telles que répertoriées dans un tableau joint en annexe ;

VU l'avis favorable de la sous-préfète de Briey en date du 11 juin 2012 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Thionville en date du 9 mars 2012 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Metz-Campagne en date du 17 octobre 2011 ;

CONSIDERANT que la commune de Serrouville a annulé sa demande de retrait par délibération du 17 juillet 2012 ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5, L5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

CONSIDERANT que les avis favorables sur les retraits rendus après le terme du délai de consultation de 3 mois sont considérés comme défavorables et qu'en conséquence le retrait de Saint-Supplet ne peut être autorisé, la majorité qualifiée requise par l'article L5211-19 du CGCT n'étant pas atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

ARRESENT

Article 1er : L'adhésion des communes d'Angevillers (57), Koenigsmacker (57), Mondelange (57), Serémange-Erzange (57), Sierck-les-Bains(57), Waldwisse (57) et Zoufftgen (57) au Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisée.

Article 2 : Les communes d'Angevillers, Sierck-les-Bains, Waldwisse et Zoufftgen sont représentées au sein du comité syndical, chacune, par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Les communes de Koenigsmacker, Mondelange et Serémange-Erzange sont représentées au sein du comité syndical, chacune, par deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

Article 3 : Les statuts du syndicat, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2012

Le Préfet de Meurthe et Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet de la Moselle,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture de Meurthe-et-Moselle à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle / Meuse) du 21 novembre 2012 autorisant l'adhésion de la commune de PUXIEUX au syndicat intercommunal des eaux du Soiron pour la compétence assainissement

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

La Préfète de la Meuse,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er décembre 1931 autorisant la création du syndicat intercommunal des eaux du Soiron ;

VU la délibération en date du 2 septembre 2011 par laquelle le conseil municipal de Puxieux demande son adhésion au syndicat intercommunal des eaux du Soiron pour la compétence assainissement ;

VU l'acceptation de cette demande par le comité syndical en date du 3 janvier 2012 ;

VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 6 février 2012 ;

VU les délibérations favorables des communes d'Auboué (22/3/2012), Béchamp (9/2/2012), Boncourt (16/3/2012), Bruville (22/2/2012), Chambley-Bussières (13/3/2012), Charey (9/4/2012), Conflans-en-Jarnisy (16/3/2012), Dampvitoux (9/3/2012), Dommartin-la-Chaussée (6/2/2012), Doncourt-lès-Conflans (21/2/2012), Fléville-Lixières (24/2/2012), Friaucourt (30/3/2012), Giraumont (28/3/2012), Hagéville (23/3/2012), Hannonville-Suzémont (10/4/2012), Hatrize (20/3/2012), Jeandelize (6/4/2012), Jouaville (5/3/2012), Mars-la-Tour (29/3/2012),

Mouaville (27/2/2012), Ozerailles (24/2/2012), Saint-Julien-lès-Gorze (5/4/2012), Saint-Marcel (21/2/2012), Thumeréville (12/4/2012), Tronville (16/3/2012), Waville (13/2/2012),

CONSIDERANT que l'absence de délibération des communes au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-18 et L 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

VU l'avis de la sous-préfète de Briey en date du 17 octobre 2012 ;

VU l'avis du sous-préfet de Toul en date du 2 octobre 2012

VU l'avis du sous-préfet de Verdun en date du 17 octobre 2012 ;

VU l'avis de la sous-préfète de Commercy en date du 17 octobre 2012 ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'adhésion de la commune de Puxieux au syndicat intercommunal des eaux du Soiron pour la compétence assainissement est autorisée.

Article 2 : La commune de Puxieux est représentée au sein du comité syndical par deux délégués.

Article 3 : Les statuts du syndicat sont actualisés en conséquence.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey, Toul et Verdun et le président syndicat intercommunal des eaux du Soiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 21 novembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

La Préfète de la Meuse,
Pour la Préfète,
La Secrétaire Générale,
Hélène COURCOUL-PETOT

Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine/Direction Départementale des Territoires

Arrêté du 19 novembre 2012 portant modification de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 de : 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage de Bienville-la-Petite par les syndicats intercommunaux des eaux d'Einvillle-au-Jard et de Sommerviller-Vitrimont ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau. 2°) d'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-7 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement.

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé du 29 juin 2001 ;

VU la convention de fourniture d'eau par le syndicat intercommunal des eaux d'Einvillle-au-Jard au syndicat intercommunal des eaux Sommerviller-Vitrimont du 17 février 2012 ;

VU la délibération du conseil syndical du syndicat intercommunal des eaux d'Einvillle-au-Jard du 14 mai 2012 sollicitant l'autorisation de mise en œuvre d'un traitement de l'arsenic ;

VU le dossier de demande d'autorisation administrative de mise en place d'un dispositif de traitement de l'arsenic présenté par le syndicat intercommunal des eaux d'Einvillle-au-Jard en septembre 2012 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 7 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que le projet de traitement complémentaire de l'eau constitue une modification notable de l'autorisation préfectorale du 24 décembre 2004 et, qu'à ce titre, le projet nécessite l'obtention d'une autorisation préfectorale complémentaire ;

CONSIDERANT qu'une erreur manifeste a été commise dans l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004, relative au prélèvement autorisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Débits prélevés

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 de 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage de Bienville-la-Petite par les syndicats intercommunaux des eaux d'Einvillle-aux-Jard et de Sommerviller-Vitrimont b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) d'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine est modifié de la façon suivante : Le volume à prélever ne pourra pas excéder 450 000 m3 par an. Le débit maximal horaire est de 85 m3 sur 15 h.

Article 2 : Traitement

L'article 15 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 de 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage de Bienville-la-Petite par les syndicats intercommunaux des eaux d'Einvillle-aux-Jard et de Sommerviller-Vitrimont b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau 2°) d'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine est ainsi rédigé : « L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, d'un traitement du fer, de l'arsenic et de désinfection agréé par le ministère de la santé afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaires ».

Article 3 : Contrôle de la qualité de l'eau

L'article 16 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 de 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du forage de Bienville-la-Petite par les syndicats intercommunaux des eaux d'Einvillle-aux-Jard et de Sommerviller-Vitrimont b) d'établissement des périmètres de protection de

ce point d'eau 2°) d'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine est complété par la phrase suivante : « *Un suivi analytique spécifique du paramètre arsenic est effectué* ».

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification :

- a) soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
- b) soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- c) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- d) ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration, si un recours administratif a déjà été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 5 : Publicité

Le présent arrêté est affiché au siège du syndicat intercommunal des eaux d'Evinville-au-jard pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au président du syndicat intercommunal des eaux de Sommerviller-Vitrimont,
- au maire de Bienville-la-Petite

Article 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé, le président du syndicat intercommunal des eaux d'Evinville-au-jard, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 19 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 21 novembre 2012 portant transfert, au profit de l'Etablissement public foncier de Lorraine, du bénéfice de la DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE des travaux d'aménagement de la ZAC de Brabois Forestière sur le territoire de la commune de CHAVIGNY

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L11-1 à L11-7 et, R11-1 à R11-18;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, L123-1 et suivants, R122-1 à R122-16, R123-1 et suivants, ainsi que l'article L126-1;

VU le code de l'urbanisme;

VU le décret n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU l'arrêté préfectoral n°54.2010-00138 du 20 octobre 2011 autorisant la communauté de communes Moselle et Madon à rejeter les eaux pluviales de la zone d'aménagement concerté de Brabois Forestière à Chavigny ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2011 portant déclaration d'utilité publique au profit de la Communauté de communes Moselle et Madon, les travaux d'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du parc d'activités de Brabois Forestière à Chavigny et l'annexe exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ;

VU la déclaration de projet approuvée par délibération du 20 octobre 2011 du conseil de la Communauté de communes Moselle et Madon ;

VU la délibération n°B11/93 du 5 octobre 2011 du bureau de l'Etablissement public foncier de Lorraine (EPFL) et la délibération du 17 novembre 2011 du conseil communautaire de la Communauté de communes Moselle et Madon approuvant la convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle, signée le 2 décembre 2011 ;

VU le courrier du 9 novembre 2012 du directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle le transfert à son profit de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2011 en vue d'assurer la mission foncière confiée par la Communauté de communes Moselle et Madon;

CONSIDERANT que la convention-cadre du 9 juillet 2007, entre la Communauté de communes Moselle et Madon et l'Etablissement public foncier de Lorraine, définit la politique foncière et les périmètres à enjeux du territoire de la communauté de communes ;

CONSIDERANT qu'aux termes de la convention du 2 décembre 2011, la Communauté de communes Moselle et Madon et l'Etablissement public foncier de Lorraine ont défini leurs engagements pour l'acquisition et la rétrocession des biens nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC du parc d'activités de Brabois forestière ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le bénéfice de la déclaration d'utilité publique, prise par arrêté préfectoral du 16 novembre 2011, des travaux d'aménagement de la ZAC (zone d'aménagement concerté) du parc d'activités de Brabois Forestière sur le territoire de la commune de CHAVIGNY, est transférée au profit de l'Etablissement public foncier de Lorraine (EPFL).

Article 2 : L'acquisition par l'EPFL des immeubles et terrains nécessaires à la réalisation du projet peut être opérée dans le délai de validité de la déclaration d'utilité publique mentionnée à l'article 1 du présent arrêté, soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

Article 3 : Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2011 demeurent inchangées.

Article 4 : Le présent arrêté est affiché au siège de la Communauté de communes Moselle et Madon et à la mairie de CHAVIGNY, aux lieux habituels d'information du public, pendant la durée de deux mois. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat de la présidente de la communauté de communes et du maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5, place de la Carrière – CO 20038- 54036 NANCY Cedex).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine, la présidente de la Communauté de communes Moselle et Madon, le maire de CHAVIGNY, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au président du Tribunal administratif de Nancy

Nancy, le 21 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté complémentaire n° 2012-520 Bis du 27 novembre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site de la Société BARISIEN à Conflans-en-Jarnisy et Labry

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-520 en date du 12 septembre 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société BARISIEN située sur les territoires des communes de CONFLANS-EN-JARNISY et de LABRY ;
CONSIDÉRANT que les membres du bureau ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le 3 octobre 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-520 du 12 septembre 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société BARISIEN à CONFLANS-EN-JARNISY et LABRY est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé de:

- Collège « administrations de l'Etat »
 - * la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant,
- Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »
 - * M. le maire de LABRY ou son représentant,
- Collège « exploitant »
 - * M. DESQUAIRES Thiébaud, DG Barisien
- Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »
 - * M. Guy PAQUIN – FLORE 54
- Collège « salariés »
 - * M. Stéphane BERTRAND

Article 2 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 27 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Arrêté n° 12.BI.52 du 20 novembre 2012 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale**

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 85 ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel n° 04/1273/A du 26 octobre 2004 nommant M. Francis GIROUX directeur des services de préfecture ;
VU l'arrêté ministériel n° 10/0102/A du 21 janvier 2010 portant réintégration, nomination et détachement de M. Francis GIROUX, directeur de préfecture, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de l'action locale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2010 pour une période de cinq ans ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée, à compter du 1er décembre 2012, à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, à l'effet de signer :

I- Pour l'ensemble des bureaux de la direction

Tous actes et documents n'entraînant ni avis, ni décision et notamment :

- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
 - la saisine des différents services de l'État pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
 - les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des particuliers ou des élus,
 - les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
 - les lettres de notification des décisions administratives, des arrêtés préfectoraux et des conventions.
- II- Pour le bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales
- les arrêtés attributifs du fonds de compensation pour la T.V.A.
 - les accusés de réception des demandes de subvention,
 - les certificats de service fait pour les dossiers de subventions européennes et les dossiers de subventions Etat.

III- Pour le bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

- Les arrêtés préfectoraux fixant le montant des indemnités à verser aux commissaires enquêteurs à la suite d'enquêtes publiques réalisées dans des domaines relevant de la compétence du bureau.

IV- Pour le bureau des procédures environnementales

- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun et les enquêtes parcellaires prescrites au titre du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires-enquêteurs pour les enquêtes publiques préalables de droit commun prescrites au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement,
- les récépissés de déclaration au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les récépissés pour l'activité de transport, courtage et négoce de déchets,
- les conventions de servitudes pour des ouvrages déclarés d'utilité publique.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Francis GIROUX, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis GIROUX, la délégation visée aux articles 1 et 2 ci-dessus est exercée :

- pour le bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales par Mme Marie-Line BOULANGER, attachée principale, chef de bureau,
- pour le bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités par M. Alexandre BONARDEL-ARGENTY, attaché principal, chef de bureau ou, en son absence, par Mme Brigitte DEDISSE, attachée, adjointe au chef de bureau.
- pour le bureau des procédures environnementales par M. Dimitri BOCQUET, attaché, chef de bureau.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Francis GIROUX, du chef de bureau concerné et de son adjoint, les délégations visées aux articles 1 et 2 ci-dessus sont exercées dans l'ordre par Mme Marie-Line BOULANGER, M. Alexandre BONARDEL-ARGENTY et M. Dimitri BOCQUET dans la limite des attributions de M. Francis GIROUX.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n° 11.BI.76 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, est abrogé à compter du 1er décembre 2012.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Francis GIROUX, directeur de l'action locale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 20 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-0111 du 23 novembre 2012 portant arrêté temporaire pour la réglementation de la circulation sur la RN4, du PR 41+700 au PR 46+300 dans le sens Nancy - Strasbourg et du PR 46+000 au PR 39+500 dans le sens Strasbourg - Nancy.

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté n° 96/DDE/702/CDES du 03 décembre 1996 portant réglementation permanente de la police de circulation sur la RN4 (ex RN333) sur le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes – Est ; les dégradations de la chaussée nécessitent de préciser la réglementation de la circulation sur la dite section ;

SUR proposition de la division d'exploitation de Metz,

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté déroge à l'arrêté n° 96/DDE/702/CDES du 03 décembre 1996 portant réglementation permanente de la police de circulation sur la RN4 (ex RN333) sur le département de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté entrera en vigueur à partir de sa date de signature et de la pose de la signalisation réglementaire énoncée sous l'article 3, ceci jusqu'au retrait des panneaux de police portant les prescriptions à la connaissance des usagers.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS REPERES (PR+sens)	Du PR 41+700 (AK5) au PR 46+300 (B31) - sens 1 (Nancy-Strasbourg) Du PR 46+000 (AK5) au PR 39+500 (B31) - sens 2 (Strasbourg-Nancy)	
SECTIONS ENDUITES	PR 42+700 à 46+200 dans le sens 1, et PR 45+000 à 39+560 dans le sens 2	
NATURE DES PRESCRIPTIONS	Mise en sécurité des usagers par abaissement de la vitesse autorisée et interdiction de dépasser suite au phénomène de plumage des enduits superficiels d'usures 10/14 et 4/6.	
PERIODE GLOBALE	A compter de la date de signature du présent arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des mesures de prescriptions indiquées ci-dessous.	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation des voies rapides et circulation sur les voies lentes* selon le schéma CF 114a** du manuel du chef de chantier, avec limitation de la vitesse à 70km/h.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

* le service d'exploitation pourra choisir de modifier les voies ouvertes à la circulation en fonction de l'état constaté de la chaussée et orienter les véhicules sur la partie de la chaussée la moins dégradée, en modifiant l'emplacement de la signalisation permettant de guider les usagers vers la bonne voie.

** ou schéma CF 113a du manuel du chef de chantier si neutralisation des voies lentes.

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	A partir de la signature de l'arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des restrictions de circulation ci-contre	Sens 1 : AK5 au PR 41+700 B31 au PR 46+300	Neutralisation de la voie rapide selon schéma CF 114a ou Neutralisation de la voie lente selon schéma CF 113a	- Interdiction de doubler pour tous les véhicules ; - Limitation de la vitesse par paliers dégressifs à 90 puis 70 km/h pour la section considérée avec rappel 70 km/h à 2000m.
2	A partir de la signature de l'arrêté et de la pose de la signalisation, jusqu'à la levée des restrictions de circulation ci-contre	Sens 2 : AK5 au PR 46+000 B31 au PR 39+500	Neutralisation de la voie rapide selon schéma CF 114a ou Neutralisation de la voie lente selon schéma CF 113a	- Interdiction de doubler pour tous les véhicules ; - Limitation de la vitesse par paliers dégressifs à 90 puis 70 km/h pour la section considérée avec rappels 70 km/h à 2000 et 4000m.

Article 4 : La police de la route sur la RN4 est assurée par le groupement départemental de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien sont assurés par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementales des Routes Est (DIRE) pourront prendre toutes les mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Les services d'exploitation de la DIRE sont chargés de la mise en place de la signalisation de police nécessaire aux prescriptions imposées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Nancy, le 23 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur de la DIR Est,
Georges TEMPEZ

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1241 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 303 797 € soit :

1) 3 271 495 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 969 249 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

167 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

20 787 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

280 436 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

856 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 794 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 5 188 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 24 320 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

24 320 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1242 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 556 783 € soit :

- 1) 1 510 571 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 278 255 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 27 874 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 055 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 199 179 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 208 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 11 388 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 34 824 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1243 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 729 923 € soit :

1) 1 677 740 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 499 314 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

22 968 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 750 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

149 008 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

3 700 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 29 507 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 21 397 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 1 279 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

1 279 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1244 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 – N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine,

chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 614 827 € soit :

1) 600 919 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

536 643 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

13 852 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

50 215 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

209 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 13 908 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1245 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 240 331 € soit :

240 331 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

238 611 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

1 720 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1246 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 90 406 € soit :

90 406 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

90 406 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1247 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 484 222 € soit :

- 1) 2 390 308 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 108 346 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 42 489 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 3 015 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 234 136 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 322 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 55 398 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 26 657 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 11 859 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 11 859 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1248 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 – N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 358 060 € soit :

358 060 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

228 481 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

127 393 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

2 186 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1249 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 – N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 722 496 € soit :

1) 24 428 566 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

21 803 264 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

87 873 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 485 264 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

29 486 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

22 679 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Dont 21 713 € titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2010

Dont 145 716 € titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes, pour l'année 2011

2) 4 300 013 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 974 661 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 19 256 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

11 371 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

7 885 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1250 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 – N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 528 609 € soit :

- 1) 3 226 569 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
3 035 575 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
189 384 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 610 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 298 725 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 3 315 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1251 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 – N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 57 374 € soit :

57 374 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

57 374 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-1252 du 19 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2012, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 488 209 € soit :

- 1) 2 295 564 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 094 604 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
8 283 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
191 650 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
1 027 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 3 851 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 186 979 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 1 815 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
1 815 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Service de la démocratie sanitaire

Arrêté n° 2012-1151 du 31 octobre 2012 portant modifications de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L. 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
 VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;
 VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;
 VU l'arrêté n° 2012 - 0559 en date du 15 mai 2012, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Vice Président Conseil Général des Vosges)	Dominique BEAUMONT (Directeur Direction Autonomie et Solidarité CG 88)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)
Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (adjointe au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (adjointe au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Marie-Lise DUBIEF (Consommation logement et cadre de vie)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Marcel DOSSMANN (Directeur Général UDAF)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
En attente de désignation	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
En attente de désignation	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)

Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 11)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2) Le Val d'Ajol	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2) Les Saules

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)
Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin - Service de Santé au travail)

Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Déléguee Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguee Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
Michel CLAUDON (Président de la CME du CHU de Nancy)	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Catherine PICHENE (Présidente de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	En attente de désignation
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSE)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Alexandre HORRACH (Directeur général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
François MORICE (Directeur Hôpital Saint Maurice Moyeuvre Grande)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Michèle KESSLER (Présidente NEPHROLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)

Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
En attente désignation	En attente désignation
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Denise ZIMMERMANN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

En attente de désignation
Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 31 octobre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-1154 du 7 novembre 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012 - 1053 en date du 9 octobre 2012, modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF - HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF - CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF - CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Michel CLAUDON (FHF - CHU)	Alain MITON (FHF - Maternité Régionale)
David PINEY (FHF - Lunéville)	Isabelle GINDRE (FHF -Toul)
Christian BRETON (FHP - Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP - Clinique Ambroise Paré)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTOYA (GEPSO - CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (GEPSO - MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Alexandre HORRACH (DG AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (SYNERPA - KORIAN PLAISANCE)	Xavier MURGIA (SYNERPA - La Roche aux Carmes -Longwy)
Jacqueline THIERY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Christian PALLAS (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE
représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Claudine GILLANT (Présidente URPS Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMI Est)
Catherine COLLARD (représentante MRSL Pays Lunévillois)	Marc DEBOUVERIE (Président LORSP)

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS
associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CFDT)	Pierrette HOFFMANN (retraitee FSU)

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS
un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie JURIN (conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nicole FEIDT (maire de Toul)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Michel MARCHAL (Conseiller Général Meurthe et Moselle)
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale - Vice présidente du Conseil Général Meurthe et Moselle)	Rose-Marie FALQUE (Conseillère générale Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 7 novembre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Service de l'observation, des statistiques et analyse des données de santé

Décision ARS N° 2012-902 du 26 novembre 2012 portant publication des listes départementales des professionnels de santé enregistrés dans le répertoire ADELI

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L 4311-15, L 4321-10, L 4322-2, L 4333-1, L 4342-2, L 4351-10, L 4361-2, L 4362-1, L 4371-5, R 4341-20, R 4342-17, D 4364-18 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L 411-2 ;

VU la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social, notamment son article 44 ;

VU le décret 2007-435 du 25 mars 2007 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de l'ostéopathie, notamment son article 5 ;

VU le décret n°2010-534 du 20 mai 2010 modifié relatif à l'usage du titre de psychothérapeute, notamment son article 9 ;

VU le décret n°2010-1131 du 27 septembre 2010 relatif aux procédures d'enregistrement des pharmaciens et des auxiliaires médicaux, notamment son article 6 ;

VU le décret n°2011-32 du 7 janvier 2011 relatif aux actes et aux conditions d'exercice de la chiropraxie, notamment son article 5 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de M. Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2012 relatif à la mise en place d'un traitement de données à caractère personnel dénommé ADEL de gestion de l'enregistrement et des listes départementales de certaines professions et usages de titres professionnels.

DECIDE

Article 1er : Le Ministère chargé de la santé élabore chaque année les listes départementales des personnes exerçant les professions de santé réglementées par le Code de la santé publique (à l'exception des professions médicales inscrites dans le Répertoire partagé des professions de Santé en application de l'arrêté du 6 février 2009) et le Code de l'action sociale et des familles.

Le répertoire ADEL (Automatisation DES Listes), géré par l'Agence Régionale de Santé pour le compte du ministère chargé de la santé, enregistre les professions de santé suivantes :

- Assistant de service social, Audioprothésiste, Chiropracteur, Diététicien, Epithésiste, Ergothérapeute, Infirmier psychiatrique, Infirmier, Manipulateur ERM, Masseur-kinésithérapeute, Oculariste, Opticien-lunetier, Orthopédiste orthésiste, Orthophoniste, Orthoprothésiste, Orthoptiste, Ostéopathe, Pédicure-podologue, Podo-orthésiste, Psychologue, Psychomotricien, Psychothérapeute, Techniciens de laboratoire.

Article 2 : Ces listes contiennent seulement certaines données communicables, définies par le Code de la Santé Publique, le Code de l'Action Sociale et des Familles et l'arrêté du 12 juillet 2012 ainsi que l'article 57 de la loi du 04/03/2002 pour les psychologues.

Elles sont consultables et téléchargeables sur le site internet de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine à l'adresse suivante :

<http://www.ars.lorraine.sante.fr/Listes-departementales-des-pro.147452.0.html>

Article 3 : Le directeur général de l'agence régionale de santé est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service Produits de Santé et Biologie

Arrêté N°2012-1194 du 14 novembre 2012 portant modification de l'agrément de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée SELARL « Laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sise 2 rue de la Commanderie - 54000 NANCY - ENREGISTREE SOUS LE N° 11

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet

2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012-A-91 du 25 Juin 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVEISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté DDASS/AES/MH/MC du 10 JUIN 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sis 2 rue de la commanderie-54000 NANCY, enregistrée sous le numéro 11 ;

CONSIDERANT la demande présentée le 18 Juillet 2012 et complétée le 10 octobre 2012 par la société d'avocats BERTAUD-CALLET-FILLON agissant au nom et pour le compte de la SELARL «LBM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT »

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- la cessation des fonctions de cogérante de Madame Dominique METAIZEAU-PETIT, au sein de la SELARL « LBM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » à compter du 26 juin 2012 ;

- la cession des parts sociales détenues par Madame METAIZEAU-PETIT au profit de la SARL BIO2F gérée par Monsieur FOUGENOT Sébastien, biologiste médical ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC N°492-08- susvisé relatif à l'autorisation de la Société d'Exercice Libéral à responsabilité limitée SELARL « Laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT », enregistrée sous le n°11, sont modifiées comme suit:

- Dénomination sociale :

« Laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT »

- Siège social :

2 rue de la Commanderie

54000 NANCY

- Forme juridique :

Société d'Exercice Libéral à responsabilité limitée (SELARL)

Laboratoires de biologie médicale exploités :

- Laboratoire de biologie médicale

2 rue de la Commanderie

54000 NANCY

Autorisation N° 54-05

- Laboratoire de biologie médicale du Saintois

5 rue de la Carrière

54330 VEZELISE

Autorisation N° 54-80

- Laboratoire de biologie médicale ANABIO

75 boulevard des technologies

54710 LUDRES

Autorisation N° 54-89

- Laboratoire de biologie médicale BIOANALYS

41 rue de Metz

54390 FROUARD

Autorisation N° 54-90

- Les fonctions de biologiste coresponsable sont assurées par :
 - Monsieur Michel BARTHEL, biologiste médical, Pharmacien,
 - Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT, biologiste médical, Pharmacien,
 - Monsieur Sébastien FOUGENOT, biologiste médical, Médecin,
 - Madame Michèle COLIN, biologiste médical, Pharmacien.

- Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :
 - Madame Dominique PETIT-METAIZEAU, biologiste médical, Pharmacien,

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle.

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N°2012-1195 du 14 novembre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 2 rue de la commanderie -54000 NANCY - exploité par la SELARL « LBM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » - AUTORISATION N° 54-05

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'Ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté DDASS/AES du 3 février 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale, sis 2 rue de la Commanderie-54000 NANCY autorisé sous le numéro 54-05 ;

VU l'arrêté n°2012-1194 du 14 novembre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sis 2 rue de la Commanderie-54000 NANCY, enregistrée sous le N° 11

CONSIDERANT la demande présentée le 18 Juillet 2012 et complétée le 10 octobre 2012 par la société d'avocats BERTAUD-CALLET-FILLON agissant au nom et pour le compte de la SELARL «LBM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT »

CONSIDERANT que la demande porte sur les fonctions exercées par Madame Dominique METAIZEAU-PETIT au sein de la SELARL « LBM BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT ». A compter du 26 juin 2012, cessation des fonctions de biologiste coresponsable de Mme METAIZEAU et poursuite de l'exercice professionnel au titre et fonctions de biologiste médical ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté DDASS/AES du 3 février 2006 sont modifiées comme suit :

- Raison sociale :

Laboratoire de biologie médicale
2 rue de la commanderie
54000 NANCY

N° FINESSE Etablissement : 54 000 816 6

- Mode d'exercice :

Laboratoire de biologie médicale exploité au sein de la Société Libérale à Responsabilité Limitée SELARL « laboratoires BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » enregistrée sous le numéro 11 dont le siège social est situé 2 rue de la Commanderie à NANCY (54000).

N° FINESSE de l'entité juridique : 54 000 232 6

- Activités réalisées : biochimie générale et spécialisée, hémostase, auto-immunité, immuno-hématologie, hématocytologie, sérologie infectieuse, spermologie.

- Biologiste responsable : Monsieur Michel BARTHEL, pharmacien biologiste

- Biologiste médical : Madame Dominique METAIZEAU-PETIT, pharmacien biologiste

- Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h à 18h et le samedi de 7h à 13h.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé ;

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;
et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 14 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N°2012-1196 du 14 novembre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » 89 rue de l'Hôtel de ville - FROUARD (54390) - ENREGISTREE SOUS LE N° 12

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté préfectoral DCTAJ n° 2012-A-91 du 25 Juin 2012 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François BENEVISE Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de la région Lorraine ;
VU l'arrêté N°2012-0693 du 6 Juillet 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sis 89 rue de l'hôtel de ville à Frouard (54390) enregistrée sous le N°12 ;
CONSIDERANT la demande présentée par la SELCA « Laboratoire ATOUTBIO » le 8 août 2012 et complétée le 8 octobre 2012 par la société d'avocats BERTAUD-CALLET-FILLON agissant au nom et pour le compte de la SELCA « Laboratoire ATOUTBIO » et le 9 octobre 2012 par la dite société ;
CONSIDERANT que la demande porte sur :
- la fusion par voie d'absorption de la SCP « laboratoires d'analyses de biologie médicale Catherine CUSSENOT et Marie-Dominique BARTHEL » sis 45 Avenue Foch à Essey les Nancy (54270) et la dissolution sans liquidation de la dite société ;
- la fusion par voie d'absorption de la SELARL « Laboratoire d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sis 2 rue de la commanderie à NANCY(54000) et la dissolution sans liquidation de la dite société ;
- la nomination de Mesdames M-D.BARTHEL-LEBEURRE, C.CUSSENOT-COXAM, M.COLIN-PHILIPPE et de Messieurs M.BARTHEL, S.FOUGNOT et J-L.THIEBLEMONT au titre de cogérants et d'associés commandités.

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté N°2012-0693 du 6 Juillet 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sis 89 rue de l'hôtel de ville à Frouard (54390) enregistrée sous le N°12 sont remplacées par les suivantes :

- Dénomination sociale :
« LABORATOIRE ATOUTBIO »,
- Siège social :
89 rue de l'Hôtel de Ville
54390 FROUARD
- Forme juridique :

Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sis 89 rue de l'Hôtel de Ville - 54390 FROUARD agréée sous le n°12, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites, implanté sur les 14 sites ci-dessous :

- 89 rue de l'Hôtel de Ville – 54390 Frouard
 - 70 rue Stanislas – 54000 Nancy
 - 3 rue Mère Térèse - 54270 Essey-lès Nancy
 - 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 Nancy
 - 2 rue des IV Eglises - 54000 Nancy
 - 9 square de liège 54500 - Vandoeuvre lès Nancy
 - « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandoeuvre lès Nancy
 - 17 bis rue de la République – 54140 Jarville la Malgrange
 - 45 avenue Foch – 54270 Essey les Nancy
 - 1 boulevard du Docteur Cattenoz – 54600 Villers lès Nancy
 - 2 rue de la Commanderie – 54000 Nancy
 - 5 rue de la Carrière – 54330 Vezelyse
 - 75 boulevard des technologies – 54710 Ludres
 - 41 rue de Metz – 54390 Frouard
- Biologistes coresponsables :
- Monsieur Christophe BAILLET, biologiste médical, Médecin
 - Madame Marie-Hélène BOLLE, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Françoise CHEF, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
 - Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Yves GERMAIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
 - Monsieur Michel MUSQUAR, biologiste médical, Pharmacien.
 - Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Michel TEBOUL, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Michel BARTHEL, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT, biologiste médical, Pharmacien,
- Monsieur Sébastien FOUGENOT, biologiste médical, Médecin,
- Madame Michèle COLIN, biologiste médical, Pharmacien.
- Madame Catherine CUSSENOT, biologiste médical, Pharmacien.
- Madame Marie-Dominique BARTHEL biologiste médical, Pharmacien.
- Biologistes médicaux :
 - Madame Isabelle DAUPHIN, biologiste médical, Médecin.
 - Madame Anne-Marie FABRIES, biologiste médical, Médecin
 - Madame Christelle LEONARD, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Bruno VIGNERON, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Sandrine LEROND, biologiste médical, Médecin
 - Madame Catherine WAHL, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Dominique PETIT-METAIZAU, biologiste médical, Pharmacien

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif compétent – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » sis 89 rue de l'Hôtel de Ville à FROUARD - 54390 et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé;
- Monsieur de Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N°2012-1197 du 14 novembre 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale exploité par la SELCA «LABORATOIRE ATOUTBIO» sis 2 rue de la commanderie -54000 NANCY - AUTORISATION N° 54-05

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'Ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté N° 2012-0694 du 6 Juillet 2012 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale (LBM) multi-sites exploité par la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO », sis 2 rue de la Commanderie-54000 NANCY et autorisé sous le numéro 54-05 ;

VU la décision N°2012/0587 du 2 octobre 2012 confirmant au profit de la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » dont le siège social est à FROUARD, les autorisations d'activité biologique d'AMP précédemment détenues par la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » à Nancy et les autorisations des activités DPN précédemment détenues par le laboratoire « BAILLET-GERMAIN-TEBOUL » ;

VU les arrêtés préfectoraux d'autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale concernés se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale ;

VU l'arrêté n°2012-1196 du 14 novembre 2012 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sis 2 rue de la Commanderie-54000 NANCY, enregistrée sous le N° 11

CONSIDERANT la demande présentée par la SELCA « Laboratoire ATOUTBIO » le 8 août 2012 et complétée le 8 octobre 2012 par la société d'avocats BERTAUD-CALLET-FILLON agissant au nom et pour le compte de la SELCA « Laboratoire ATOUTBIO » et le 9 octobre 2012 par la dite société ;

CONSIDERANT que la demande porte sur :

- la fusion par voie d'absorption de la SCP « laboratoires d'analyses de biologie médicale Catherine CUSSENOT et Marie-Dominique BARTHEL » sis 45 Avenue Foch à Essey les Nancy (54270) et la transformation du laboratoire exploité par la dite société en un site du LBM multi-sites ;
- la fusion par voie d'absorption de la SELARL « Laboratoire d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sis 2 rue de la commanderie à NANCY(54000) et la transformation des laboratoires exploités par la dite société en sites du LBM multi-sites ;
- la nomination de Mesdames M-D. BARTHEL-LEBEURRE, C.CUSSENOT-COXAM, M.COLIN-PHILIPPE et de Messieurs M.BARTHEL, S.FOUGNOT et J-L.THIEBLEMONT au titre et fonctions de biologistes coresponsables,
- la nomination de Madame D.METAIZEAU-PETIT au titre et fonctions de biologiste médical ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées :

- au laboratoire de biologie médicale (exploité par la SCP « laboratoires d'analyses de biologie médicale Catherine CUSSENOT et Marie-Dominique BARTHEL » sis 45 Avenue Foch à Essey les Nancy -54270 (ancien N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 376 1),

- Laboratoire de biologie médicale

- 45 Avenue Foch

- 54270 Essey les Nancy

- Autorisé à fonctionner sous le N°54-62 (ancien N° FINESS N° 54 000 378 7)

- aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELARL« Laboratoire d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT » sis 2 rue de la commanderie à NANCY-54000 (ancien N° FINESS de l'entité juridique : 54 000 232 6),

- Laboratoire de biologie médicale

2 rue de la Commanderie

54000 NANCY

Autorisé à fonctionner sous le N°54-05 (ancien N°FINESS: 54 000 816 6)

- Laboratoire de biologie médicale du Saintois

5 rue de la Carrière

54330 VEZELISE

Autorisé à fonctionner sous le N°54-80 (ancien N°FINESS: 54 000 240 9)

- Laboratoire de biologie médicale ANABIO

75 boulevard des technologies

54710 LUDRES

Autorisé à fonctionner sous le N°54-89 (ancien N°FINESS: 54 000 372 0)

- Laboratoire de biologie médicale BIOANALYS

41 rue de Metz

54390 FROUARD

Autorisé à fonctionner sous le N°54-90 (ancien N°FINESS: 54 000 364 7)

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale multi-sites exploité par SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO »: (FINESS Entité Juridique: 54 002 29 69) dont le siège social est situé 89 rue de l'Hôtel de Ville Frouard (54390) est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-69 sur les 14 sites suivants, ouverts au public :

1) 1170 Avenue Pinchard – 54100 Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 129 2

- Biologistes présents : Monsieur Jean-Marcel PAULUS

- Monsieur Bruno VIGNERON

- Madame Alexandra MEYER

- Madame Sandrine LEROND

- Activités réalisées : A.M.P, biochimie générale et spécialisée, pharmaco-toxicologie, hématocytologie, hémostase, auto-immunité, immuno-hématologie, bactériologie, parasitologie-mycologie, virologie, allergie, sérologie infectieuse, spermologie.

- Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 - le samedi de 7h00 à 12h30

- Service de garde : en dehors des heures d'ouverture des autres sites

2) 89 rue de l'Hôtel de Ville - 54390 Frouard

N° FINESS Etablissement : 54 002 297 7

- Biologistes présents : Madame Françoise CHEF

- Madame Christelle LEONARD

- Madame Catherine WAHL

- Activités réalisées : Aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 6h45 à 19h00 - le samedi de 6h45 à 13h00

3) 70 rue Stanislas – 54000 Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 299 3

- Biologistes présents : Monsieur Christophe BAILLET

- Monsieur Yves GERMAIN

- Monsieur Michel TEBoul

- Madame Anne-Marie FABRIES

- Madame Christelle LEONARD

- Activités réalisées : DPN, Génétique constitutionnelle

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 6h45 à 19h00 - le samedi de 6h45 à 12h30

4) 3 rue Mère Teresa – 54270 Essey-les Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 298 5

- Biologiste présent : Madame Marie-hélène BOLLE

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h00 à 12h15

5) 2 rue des 4 Eglises - 54000 Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 130 0

- Biologiste présent : Madame Laure COMBES

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 - le samedi de 7h00 à 12h30

6) 9 square de Liège - 54500 Vandoeuvre

N° FINESS Etablissement : 54 002 131 8

- Biologiste présent : Madame Géraldine DAP

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 - le samedi de 8h00 à 12h00

7) 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandoeuvre

N° FINESS Etablissement : 540021326

- Biologiste présent : Monsieur Alain DAUCH

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 - le samedi de 7h00 à 12h30

8) 17 rue de la République - 54140 Jarville-la Malgrange

N° FINESS Etablissement : 54 002 285 2

- Biologiste présent : Monsieur Michel MUSQUAR

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 - le samedi de 7h00 à 12h00

9) 1 boulevard du Docteur Cattenoz - 54600 Villers-les-Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 284 5

- Biologistes présents :

- Madame Isabelle DAUPHIN

- Madame CUSSENOT Catherine

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30, à 18h00 - le samedi de 7h00 à 13h00

10) 45 Avenue Foch - 54270 Essey les Nancy

N° FINESS Etablissement : 54 002 307 4

- Biologiste présent : Madame Marie-Dominique BARTHEL
 - Activités réalisées : aucune activité technique
 - Heures d'ouvertures au public : du lundi au samedi de 7h00 à 12h30
- 11) 2 rue de la Commanderie - 54000 NANCY

N° FINESS Etablissement : 54 002 308 2

- Biologistes présents :
 - Monsieur Michel BARTHEL
 - Madame Dominique PETIT-METAIZAU
 - Activités réalisées : aucune activité technique
 - Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 07h00 à 18h00 - le samedi de 07h00 à 13h00
- 12) 5 rue de la Carrière - 54330 VEZELISE

N° FINESS Etablissement : 54 002 309 0

- Biologiste présent : Madame Michèle COLIN
 - Activités réalisées : aucune activité technique
 - Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 07h30 à 17h30 - le samedi de 08h00 à 12h00
- 13) 75 boulevard des technologies - 54710 LUDRES

N° FINESS Etablissement : 54 002 310 8

- Biologiste présent : Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT
 - Activités réalisées : aucune activité technique
 - Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 07h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h30 - le samedi de 07h00 à 12h30
- 14) 41 rue de Metz - 54390 FROUARD

N° FINESS Etablissement : 54 002 311 6

- Biologiste présent : Monsieur Sébastien FOUGENOT
- Activités réalisées : aucune activité technique
- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 - le samedi de 07h30 à 12h30

- Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :
 - Monsieur Christophe BAILLET, biologiste médical, Médecin
 - Madame Marie-Hélène BOLLE, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Françoise CHEF, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
 - Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Yves GERMAIN, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
 - Monsieur Michel MUSQUAR, biologiste médical, Pharmacien.
 - Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Michel TEBOUL, biologiste médical, Médecin
 - Monsieur Michel BARTHEL, biologiste médical, Pharmacien,
 - Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT, biologiste médical, Pharmacien,
 - Monsieur Sébastien FOUGENOT, biologiste médical, Médecin,
 - Madame Michèle COLIN, biologiste médical, Pharmacien.
 - Madame Catherine CUSSENOT, biologiste médical, Pharmacien.
 - Madame Marie-Dominique BARTHEL biologiste médical, Pharmacien.
- Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :
 - Madame Isabelle DAUPHIN, biologiste médical, Médecin.
 - Madame Anne-Marie FABRIES, biologiste médical, Médecin
 - Madame Christelle LEONARD, biologiste médical, Pharmacien
 - Monsieur Bruno VIGNERON, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Sandrine LEROND, biologiste médical, Médecin
 - Madame Catherine WAHL, biologiste médical, Pharmacien
 - Madame Dominique PETIT-METAIZAU, biologiste médical, Pharmacien

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « LABORATOIRE ATOUTBIO » et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé;
- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;
- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle.

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 14 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 26 novembre 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général de Finances Publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle,
l'arrêté préfectoral n° 2012-2382 du 1er octobre 2012 portant délégation de signature de Mme Isabelle DILHAC, Préfète du département de la Meuse à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2012-2382 du 1er octobre 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : La Préfète du département de la Meuse et le Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 26 novembre 2012

Pour la Préfète du département de la Meuse et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

TRESORERIE DE NOMENY

Procuration du 5 novembre 2012 sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature

La soussignée Catherine POLISZCZUK, Trésorière de Nomeny

DECLARE

constituer pour son mandataire spécial et général Véronique KIEFFER, agent des Finances Publiques

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de Nomeny, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Direction départementale des Finances publiques les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de Nomeny, entendant ainsi transmettre à MME Véronique KIEFFER tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Nomeny, le 5 novembre 2012

Signature du mandataire,
Véronique KIEFFER
Agent des finances publiques

Signature du mandant,
Catherine POLISZCZUK
Inspecteur des finances publiques

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/436 du 19 novembre 2012 fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par les Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement CE n°1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par les Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;

VU le règlement (CE) n° 1975/2006 de la Commission du 7 décembre 2006 portant modalités d'application de règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application des mesures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;

VU les articles D113-18 à D113-26 et R725-2 du code rural fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires des handicaps naturels ;

VU l'article R 725-2 du code rural pris pour l'application de l'article L 725-2 du code rural relatif aux avantages d'ordre économique accordés aux agriculteurs ;

VU l'arrêté interministériel du 28 juillet 2004 reprenant le classement en zones défavorisées depuis 2001 ;

VU le décret n° 2007-1334 et l'arrêté correspondant du 11 septembre 2007 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels et modifiant le code rural ;

VU le décret n° 2008-852 et l'arrêté correspondant du 26 août 2008 fixant les conditions d'attribution des indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) et modifiant le code rural ;

VU l'arrêté du 30 juillet 2010 pris en application du décret n° 2007-1334 du 11 septembre 2007 sus visé ;

VU les arrêtés préfectoraux de classement en zones défavorisées pour les communes du département de Meurthe-et-Moselle des 28 avril 1976, 18 janvier 1977, 13 novembre 1978 et 7 septembre 2005 ;

VU L'arrêté préfectoral du 2 août 2011 fixant les règles relatives aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres et aux normes usuelles du département de Meurthe-et-Moselle au titre de la campagne 2011 ;

SUR proposition de M. le directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification du droit à engager.

Article 2 : Le stabilisateur pour la campagne 2012 est le suivant : 85.35%

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires et M. le président directeur général de l'Agence de Service et de Paiement (ASP) sont chargés ; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/428 du 19 novembre 2012 portant dissolution de l'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 février 1963 portant institution d'une association foncière dans la commune de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT ;

VU la délibération 27 mars 2012 du bureau de l'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;

VU la délibération du 31 mai 2012 du conseil municipal de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;

VU l'attestation du 23 octobre 2012 du président de l'association foncière certifiant que l'association foncière n'est pas propriétaire ni de chemins et ni de terres sur le périmètre remembré ;

CONSTATANT que l'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT est transféré à la commune de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de GERBECOURT-ET-HAPLEMONT et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Copie à Monsieur le président de la chambre d'agriculture

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté n° 438 du 13 novembre 2012 prononçant une application du régime forestier territoire communal de MONT-SAINT-MARTIN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires,

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Mont-Saint-Martin en date du 22 avril 2011 demandant l'application du régime forestier à la parcelles cadastrales AS64, AS69, AS225 territoire communal de Mont-Saint-Martin ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 7 novembre 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Mont-Saint-Martin	Mont-Saint-Martin	Glabavaux	AS	64	0 ha 82 a 00
		Bois du four	AS	69	0 ha 33 a 50
		Bois du four	AS	225	12 ha 70 a 95
Total					13 ha 86 a 45

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Mont-Saint-Martin.

Nancy, le 13 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
P/ le Directeur Départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEGHIN

Arrêté n° 441 du 20 novembre 2012 prononçant une application du régime forestier territoire communal de PIERRE-PERCÉE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 211-1, L 214-3 et R 214-1 à R 214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Pierre-Percée en date du 20 juillet 2012 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales Section A n° 46, 47, 48, 52, 54, 385, 397, 442, 542, 546, 565 à 571, 578, parties de chemin entre A52 et A542, entre A385 et AB3, entre A568 et A571. Section AA n° 75, 81, 90, 92, 94 partie, 104, 105, 110 partie. Section AB n° 3, 4, 5, 55, 57, 59, 60, 62, 84, 85, 86, 88, 185, 186. Section B n° 108, 115, 117, 118, 219 territoire communal de Pierre-Percée ;

VU le procès-verbal de reconnaissance de l'Office national des forêts mentionnant les dires et observations des collectivités propriétaires au sujet de la soumission au régime forestier de leurs bois désignés ci-après et le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts en date du 7 novembre 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Pierre-Percée	Pierre-Percée	Champ du sapin	A	46	0 ha 01 a 60 ca
		Champ du sapin	A	47	0 ha 04 a 05 ca
		Champ du sapin	A	48	0 ha 03 a 85 ca
		Derrière chat champ du poirier	A	52	0 ha 35 a 60 ca
		Derrière chat champ du poirier	A	54	0 ha 07 a 30 ca
		Derrière chat champ du poirier	A	385	1 ha 34 a 27 ca
		Champ du sapin	A	397	0 ha 48 a 14 ca
		Sur la sapinière	A	442	0 ha 00 a 54 ca
		Derrière chat champ du poirier	A	542	0 ha 00 a 98 ca
		Champ du retour	A	546	0 ha 01 a 61 ca
		Champ du retour	A	565	0 ha 00 a 50 ca
		Champ du retour	A	566	0 ha 15 a 63 ca
		Champ du retour	A	567	0 ha 17 a 64 ca
		Champ du retour	A	568	0 ha 29 a 32 ca
		Champ du retour	A	569	0 ha 02 a 29 ca
		Champ du retour	A	570	0 ha 13 a 68 ca
		Champ du retour	A	571	0 ha 83 a 00 ca
		Sur la sapinière	A	578	0 ha 08 a 56 ca
	Entre A385 et AB3	Derrière chat Champ du poirier	A	Pie chemin	0 ha 19 a 67 ca
	Entre A52 et A542	Derrière chat Champ du poirier	A	Pie chemin	0 ha 05 a 36 ca
	Entre A568 et A571	Champ du retour	A	Pie chemin	0 ha 08 a 22 ca
		Viragothe	AA	75	1 ha 84 a 45 ca
		Hérinzin	AA	81	1 ha 26 a 81 ca
		Hérinzin	AA	90	0 ha 87 a 05 ca
		Hérinzin	AA	92	0 ha 05 a 25 ca
		Hérinzin	AA	94 partie	0 ha 88 a 90 ca
		Pierre à cheval	AA	104	0 ha 52 a 91 ca
		Pierre à cheval	AA	105	4 ha 76 a 99 ca
		Prés d'hérinzin	AA	110 partie	8 ha 84 a 58 ca
		Le chateau	AB	3	1 ha 31 a 35 ca
		Le chateau	AB	4	0 ha 31 a 05 ca
		Le chateau	AB	5	0 ha 66 a 85 ca
		Les behaies	AB	55	0 ha 19 a 15 ca
		Les behaies	AB	57	0 ha 09 a 40 ca
		Les behaies	AB	59	0 ha 04 a 05 ca
		Les behaies	AB	60	0 ha 01 a 80 ca
		Les behaies	AB	62	0 ha 22 a 70 ca
		Ortomont	AB	84	0 ha 04 a 10 ca
		Ortomont	AB	85	0 ha 24 a 20 ca
		Ortomont	AB	86	0 ha 23 a 50 ca
		Ortomont	AB	88	0 ha 26 a 20 ca
		Les behaies	AB	185	0 ha 42 a 55 ca
		Les behaies	AB	186	0 ha 02 a 35 ca
		Chararupt haut	B	108	0 ha 24 a 90 ca
		Marie fontaine	B	115	0 ha 24 a 70 ca
		Marie fontaine	B	117	1 ha 35 a 90 ca
		Marie fontaine	B	118	1 ha 26 a 60 ca
		Haye d'ortomont	B	219	0 ha 00 a 20 ca
				Total	30 ha 70 a 30 ca

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Pierre-Percée.

Nancy, le 20 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Arrêté DDT/AFC/2012/434 du 20 novembre 2012 relatif au tir du sanglier dans le département

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-8, et R 427-6 à R 427-28 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement.

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'avis de la formation « nuisibles » de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 11 mai 2012 ;

CONSIDERANT l'importance des dégâts occasionnés par les sangliers aux productions agricoles, les troubles à la sécurité publique qu'ils engendrent dans les zones urbaines, ainsi que les risques de collision avec les véhicules ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Le sanglier (*Sus scrofa*) est classé nuisible sur l'ensemble du territoire de la Meurthe-et-Moselle pour la période du 1 juillet 2012 au 30 juin 2013.

Article 2 : Le sanglier peut être détruit à tir de jour seulement, entre la date de clôture générale de la chasse et le 31 mars, sur autorisation individuelle délivrée par la direction départementale des Territoires sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de destruction.

Article 3 : Les fonctionnaires ou agents mentionnés aux 1° et 3° du I de l'article L428-20 du code de l'environnement, ainsi que les gardes particuliers sur le territoire sur lequel ils sont commissionnés, sont autorisés à détruire à tir les sangliers, de jour seulement, entre la date de clôture générale de la chasse et le 31 mai, sur déclaration auprès de la direction départementale des territoires et sous réserve de l'assentiment du détenteur du droit de destruction.

Article 4 : Le piégeage du sanglier est interdit sans préjudice de l'application de l'article L427-1 du code de l'environnement.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux : colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle, président de l'association départementale des lieutenants de louveterie. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes par le soin des maires.

Nancy, le 20 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 435 du 20 novembre 2012 fixant le barème d'indemnisation des dégâts sylvicoles causés par les espèces de grand gibier soumises à plan de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 425-12 et R 425-21 à R 425-30 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2009 fixant le barème d'indemnisation des dégâts sylvicoles causés par les espèces de grand gibier soumises à plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2010-137 du 27 avril 2010 fixant le seuil en deçà duquel l'avenir d'un peuplement forestier est considéré comme "compromis" ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation spécialisée pour les dégâts de gibier en forêt, qui s'est réunie les 25 mai et 16 juin 2011 ;

CONSIDERANT l'intérêt d'inciter les propriétaires forestiers à mettre en œuvre des mesures de prévention de type cloisonnements et plantations dans le reccru ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Sont considérées comme sensibles les essences forestières suivantes, pour lesquelles les dégâts sont susceptibles d'être importants alors même que les populations de grand gibier sont faibles :

Nom latin	Nom français
<i>Prunus avium</i>	Merisier
<i>Quercus rubra</i>	Chêne rouge
<i>Sorbus torminalis</i>	Alisier torminal
<i>Fraxinus excelsior</i>	Frêne
<i>Acer pseudoplatanus</i>	Erable sycomore
<i>Acer platanoides</i>	Erable plane

Article 2 : Les plafonds de remboursement des dépenses de protection des régénérations sont fixés comme suit :

Espèce	Plafond des dépenses de protection à l'ha	
	Protections individuelles	Clôture
Protection contre le Chevreuil - si plantation dans le recru - si cloisonnements	1 200 € + 150 € + 150 €	2 000 €
Protection contre le Cerf - si plantation dans le recru - si cloisonnements	2 200 € + 150 € + 150 €	3 300 €

Article 3 : Les barèmes forfaitaires d'indemnisation des dégâts sylvicoles causés par les espèces de grand gibier soumises à plan de chasse sont fixés comme suit :

3.1 - Renouvellement du peuplement :

Mode de renouvellement	Essences	Indemnité forfaitaire par ha
Plantation	Toutes essences	2 750 €
Régénération naturelle sans cloisonnements		1 400 €
Régénération naturelle avec cloisonnements		1 600 €

3.2 – Indemnisation de la perte de valeur d'avenir :

Indemnité forfaitaire / ha				
Essences		Taux de dégâts ⁽¹⁾		
		inférieur à 20 %	entre 20 et 50 %	supérieur à 50 %
Epicéa	Sans cloisonnements	380 €	2 500 €	4 800 €
	Avec cloisonnements	420 €	2 900 €	6 300 €
Douglas	Sans cloisonnements	90 €	590 €	1 250 €
	Avec cloisonnements	100 €	700 €	1 500 €
Frêne	Sans cloisonnements	350 €	1 400 €	2 500 €
	Avec cloisonnements	390 €	1 600 €	2 950 €
Hêtre		50 €	450 €	850 €
Châtaignier (à vocation bois d'œuvre seulement)		100 €	780 €	1 800 €
Peuplier		460 €	1 650 €	3 500 €

(1) Le taux de dégâts est égal au rapport entre le nombre de tiges écorcées et le nombre cumulé de tiges écorcées et de tiges viables sur la zone à indemniser.

Les tiges viables sont les "tiges ou plants indemnes de dégâts de gibier ou peu endommagée par le gibier. Dans ce dernier cas il s'agit soit de tiges ou plants abroustés ou frottés possédant une bonne vitalité et n'ayant pas perdu leur dominance apicale, soit de tiges ou plants peu écorcés et dominants dont l'écorçage ne contrarie pas la cicatrisation selon le guide d'évaluation des dégâts en milieu forestier (CEMAGREF octobre 2009).

Article 4 : Pour ouvrir le bénéfice d'indemnisation spécifique à la présence de cloisonnements prévue aux articles 2, 3.1 et 3.2, les cloisonnements doivent être distants d'au plus 20 m en moyenne.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée :

1. au président de la fédération départementale des chasseurs
2. au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts
3. à la présidente de l'association départementale des communes forestières
4. au président du syndicat des propriétaires forestiers de Meurthe-et-Moselle
5. au président du centre régional de la propriété forestière de Lorraine-Alsace
6. au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
7. à la déléguée régionale de l'office national de la chasse et de la faune sauvage
8. aux membres de la formation

Nancy, le 20 novembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Arrêté DDCS du 22 novembre 2012 portant désignation des membres du Comité Technique de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
 VU le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;
 VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles, notamment son article 11 ;
 VU le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
 VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2012 portant création du comité technique de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté DDCS du 11 avril 2012 portant désignation des membres du comité technique de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté du premier ministre du 29 août 2012 nommant Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1er : L'arrêté DDCS du 11 avril 2012 portant désignation des membres du comité technique de la direction départementale de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Article 2 : Sont nommés représentants de l'administration au comité technique de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle :

- La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, Présidente ou son représentant
- Le responsable ayant autorité en matière de ressources humaines ou son représentant.

Article 3 : Sont désignés représentants du personnel au comité technique de la DDCS de Meurthe-et-Moselle :

- FSU - Titulaire Marie-Claude PRUNEAU - Suppléant non désigné à ce jour
- CGT - Titulaire Chantal LUZURIER - Suppléant Bertrand JACQUOT
- FO - Titulaire Dominique CRATELET - Suppléant Dominique MICHEL
- UNSA - Titulaire Dorothee HOSTE - Suppléant Aurélie DESHAYES

Article 4 : La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 novembre 2012

La Directrice Départementale,
Sabine DUBOIS LE PAN

AUTRES SERVICES**RESEAU FERRE DE FRANCE****Décision du 27 novembre 2012 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à Villerupt**

Réf. RFF : 20120253

Gestionnaire : NEXITY Agence NSPM/Strasbourg

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;
 VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;
 VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1 ;
 VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;
 VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;
 VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;
 VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;
 VU la décision du 17 Avril 2012 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;
 VU la décision du 22 octobre 2012 portant nomination de Monsieur Yan PETERSCHMITT en qualité de Directeur Régional, par intérim, pour les régions Alsace, Lorraine Champagne-Ardenne ;
 VU la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional, par intérim, pour les régions Alsace, Lorraine Champagne-Ardenne modifiée par les décisions du 11 juillet 2011 du 2 janvier 2012 et du 3 janvier 2012 ;
 VU la décision du 22 octobre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine,
 CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1er : Le terrain sis à VILLERUPT (Meurthe-et-Moselle) tel qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous et sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1) est déclassé du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
VILLERUPT	AU FOURNEAU	AB	118	39884
			TOTAL	39884

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VILLERUPT et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 27 novembre 2012

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional, par intérim, pour les régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne,
Yan PETERSCHMITT
Par délégation,
Le Chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg - 27, Rue du Vieux Marché aux Vins 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE TOUL

Avis de recrutement sans concours de 5 adjoints administratifs hospitalier de 2ème classe au Centre Hospitalier de Toul

En application du décret n°2007-1184 du 3 août 2007 modifiant le décret n°90-839 du 21 septembre 1990 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, le CH de Toul organise à partir du 1er décembre 2012 un recrutement sans concours de 5 d'adjoints administratifs hospitaliers de 2èmes classe.

* Modalités de candidature : Aucune condition de titres et de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

* Dispositions particulières : La sélection des candidats est confiée à une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

* Dépôt des dossiers de candidature :

Les dossiers de candidatures constitués de :

- une lettre de candidature
- un curriculum détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée.

Sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur
Centre Hospitalier Saint-Charles
1 cours Raymond Poincaré
54201 TOUL CEDEX**

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé de réception,
- déposé au bureau des Ressources Humaines, contre la remise d'une attestation de dépôt.
- Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Toul, le 15 novembre 2012

Le Directeur,
JP COLOTTE

